

FLN

Année difficile pour Belkhadem

Le Front de libération nationale tiendra sa traditionnelle université d'été les jeudi 29 et vendredi 30 septembre prochains à la mutualité de la Centrale syndicale de Zéralda. Un rendez-vous que l'ex-parti unique a du mal à organiser cette année.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Il devait initialement d'ailleurs se tenir à Annaba, du 8 au 10 septembre derniers. Mais Abdelaziz Belkhadem a dû y renoncer en raison de l'importance des menaces que faisaient peser sur la rencontre les «redresseurs» locaux. De même que le refus du ministère de l'Enseignement supérieur de mettre à la disposition du parti l'enceinte universitaire pour servir de lieu pour la tenue de cette rencontre.

Le FLN opéra ensuite pour le complexe le Grand Bleu de

Tipasa avant d'abandonner cette solution en raison des mêmes appréhensions par rapport aux «redresseurs» de la wilaya qui contestent fortement le membre du bureau politique auquel était confiée l'organisation de cette université d'été, Abdelkader Zehali.

Faute de temps, le parti opéra finalement pour Zéralda. «L'université d'été de cette année a perdu de son importance du fait de son report. Même le thème choisi paraît nettement en décalage avec l'actualité», reconnaît une source proche du

parti. Comme thème, en effet, le FLN a choisi la décentralisation. Ceci étant, l'importance de ce rendez-vous est ailleurs. Il s'agit en fait de la première grande manifestation publique de la rentrée pour le parti.

Une rentrée d'une année politique intense et décisive pour le parti majoritaire qu'attendent deux échéances électorales en 2012.

La première d'entre elles, les législatives ont du reste déjà fait apparaître de profondes divergences au sommet du parti autour de la future présidence de l'Assemblée populaire nationale que convoitent l'actuel président Abdelaziz Ziari, le ministre de l'Enseignement supérieur Rachid Harraoubia et le ministre du Travail et de la

Protection sociale, Tayeb Louh, tous les trois étant par ailleurs membre du bureau politique du FLN. En plus de cette compétition pour la présidence de l'Assemblée, Belkhadem aura également à arbitrer des centaines d'autres litiges prévus au sujet des futures listes électorales du parti, notamment pour les élections législatives. Traditionnellement, cette opération s'achève avec comme conséquence première, des «caravanes» de déçus et de mécontents qui ne manqueront pas, à n'en pas douter, d'aller grossir les rangs du Mouvement de redressement toujours aux aguets du moindre faux-pas de Belkhadem depuis décembre 2010.

K. A.

Quand Dalil Boubekur fait dans la délation et dans la balance auprès de Sarkozy

L'on aura tout vu et tout entendu du recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubekur. Cette fois-ci, cependant, ce qu'on a eu à lire de sa plume, une lettre (voir fac-similé ci-joint), dépasse l'entendement.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Voilà le recteur de la Grande Mosquée de Paris, qui prétend travailler pour les fidèles et uniquement pour eux, prendre sa plume et se fendre d'une lettre, datée du 16 avril 2009, adressée au président de la République Nicolas Sarkozy et dans laquelle il se veut «porter à sa connaissance les faits suivants».

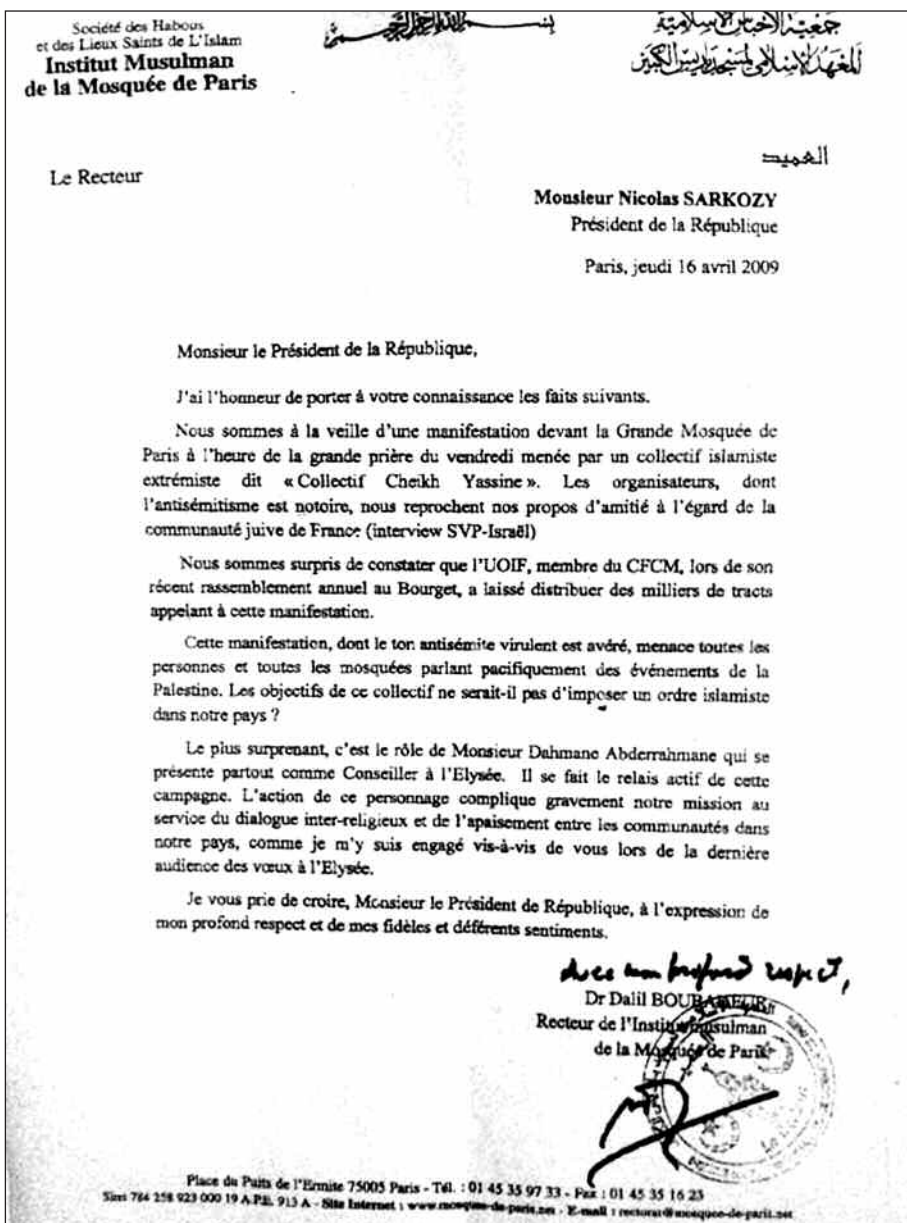
Il y balance quoi ? que la manifestation qui devait se tenir «le lendemain devant la Grande Mosquée de Paris... par un collectif islamiste extrémiste dit collectif Chikh Yassine dont «les organisateurs, à l'antisémitisme notoire, nous reprochent nos propos d'amitié à l'égard de la communauté juive de France (interview SVP-Israël).

Pour rappel et pour la compréhension de ceux qui n'ont pas suivi cet épisode de Dalil Boubekur, ce dernier tenait des propos jugés scandaleux par de très nombreux musulmans et non-musulmans dans une interview qu'il donna le 1^{er} avril 2009 au journal israélien SVP Israël.

L'interview intervenant à la suite des crimes commis à Gaza par l'Etat hébreu, Dalil Boubekur en a donné une version bien à lui estimant que «lorsque des organisations comme le Hamas bombardent pendant des années le territoire d'Israël, elles suscitent forcément des réactions d'Israël et exposent les populations à des représailles».

Mieux encore et pour cirer davantage les pompes du pouvoir israélien, il poursuit en évoquant un projet de voyage en Israël et rend hommage à ce pays et à l'intelligence de ses hommes «surtout quand on voit comment le pays a mis en valeur ses terres, en comparaison aux terres de ses pays voisins».

Ce sont ces propos qui ont mis en émoi, en colère les musulmans de France dans un contexte fait de crimes odieux commis à Gaza et dans les territoires et qui avaient alors suscité une grande indignation dans le monde, sauf chez le recteur Boubekur. Si d'ailleurs beaucoup de monde s'était joint à la manifestation du lendemain dont parle Dalil Boubekur, c'est pour protester contre ces propos et pas pour manifester un quelconque antisémitisme



Non content de dénoncer les organisateurs de la manifestation du lendemain qui, selon lui, ont «un ton antisémite virulent et avéré», il pousse plus loin en indiquant à Sarkozy, l'homme qu'il faudrait abattre, explicitant : «Le plus surprenant, c'est le rôle de Monsieur Dahmane Abderrahmane qui se présente partout comme conseiller de l'Elysée. Il se fait le relais actif de cette campagne. L'action de ce personnage complique gravement notre mission au service du dialogue inter-religieux et de l'apaisement entre les communautés dans notre pays.» Et pour rappeler ses engagements, il poursuit «comme je m'y suis engagé vis-à-vis de vous lors de la dernière audience des vœux de l'Elysée».

Cette lettre date du 16 avril 2009, comme annoncé plus haut. Quelques mois plus tard celui qui, d'après le recteur, «se présentait» comme conseiller de l'Elysée et qui l'était bien, s'est vu limogé par Sarkozy de son poste de conseiller à la diversité parce qu'il avait manifesté son hostilité au débat haineux sur l'Islam engagé par Copé et Sarkozy.

Sarkozy a dû aussi se rappeler de cette lettre de dénonciation portée, comme disait-on chez nous durant la guerre de Libération, par un «bouchkara». Décidément, les voies de la Grande Mosquée de Paris, tout comme celles du seigneur, sont impénétrables.

K. B.-A.

AÏN DEFLA

Les menaces de Khaled Bounedjma

S'adressant à une assistance fort nombreuse réunie hier au cinéma Doui de Aïn Defla, le SG de la Coordination nationale des enfants de chouhada, Khaled Bounedjma, s'en est pris sévèrement au gouvernement pour, dit-il, son refus d'appliquer la loi promulguée depuis 1999 portant statut et droits du chahid et de ses ayants droit.

Interpellant le président de la République, il dira «nous vous avons soutenu, nous avons soutenu votre programme, c'était notre choix, un choix conscient dans l'intérêt du pays... aujourd'hui, ceux qui en profitent et se remplissent les poches sont ceux qui s'étaient tenus à l'écart, les opportunistes, ceux qui s'étaient démarqués de votre politique et de vos projets, quant à nous, nous avons été marginalisés, ignorés, délaissés, laissés-pour-compte».

Mais c'est au gouvernement que Bounedjma s'en prend le plus «un gouvernement qui fait une loi qui est promulguée en 1999 et qui n'a pas été mise en application n'a plus de raison d'être, qu'il «dégage» (Yarhal)».

Cependant, il se rattrape en déclarant «nous ne sommes pas contre l'Etat ni contre l'Algérie, que nous sommes prêts à défendre contre ses ennemis d'hier et d'aujourd'hui».

Sur le plan politique, l'orateur trouve scandaleux que «l'Algérie prête des milliards d'euros pour apaiser la crise sociale en France, soutient ses banques, calme ses contestations... et qu'en guise de récompense, Sarkozy n'arrête pas de se livrer à des actes tendant à déstabiliser notre pays», ajoutant «nous leur disons que nous ne tomberons pas dans ces pièges, et comme l'ont fait nos pères, nous aussi nous défendrons l'Algérie».

Par ailleurs, il fait remarquer que les slogans de démocratie, de liberté d'expression restent des mots vides de sens et de formuler de vives critiques contre la télévision «à l'écran, on donne la parole à loisir à des groupuscules qui ne représentent qu'eux-mêmes, à l'opposition, mais à nous on se contente de nous montrer et de parler à notre place... c'est de l'arbitraire, de la hogra, de la manipulation».

A titre d'exemple, il cite le cas des images de députés votant des lois sur l'importation de véhicules pour les familles de chouhadas et s'interroge «où sont ces voitures ? qui en a bénéficié ? ce sont là des images tendancieuses qui nous portent préjudice, on nous colle des étiquettes de profiteurs, des images qui font de nous la cible de la vindicte des citoyens, nous montrant comme des profiteurs alors que nous sommes exclus de nombreux programmes tels que le logement social, la terre...»

Puis vient dans l'allocution le temps des «menaces» «ça bouillonne partout, dans toutes les wilayas, on n'attend que le feu vert de ma part, mais nous ne succomberons pas aux chants des sirènes, nous revendiquerons nos droits, des droits légitimes, consacrés par une loi, rien de plus, et ces droits nous obligeront à les reconnaître et à les concrétiser par une mobilisation massive».

Dans ce cadre, Khaled Bounedjma donne une date «le 31 octobre, nous tiendrons un rassemblement national au stade du 5-Juillet ou à la Coupole et nous entamerons s'il le faut une grève de la faim qu'observeront des milliers d'entre nous à travers tout le territoire... et si le gouvernement persistera à ignorer nos droits, nous lui demanderons de partir».

Un membre du secrétariat national de la Cnec et coordinateur de la wilaya de Aïn Defla s'est félicité de la nomination récente de plusieurs directeurs de l'exécutif de wilaya qui sont fils de chahid «un signe qui indique que nous avons maintenant nos représentants au sein de l'exécutif».

Il a reproché aussi à de nombreux adhérents d'être devenus les indicateurs, les dénonciateurs d'autres enfants de chouhadas auprès de l'administration, en somme des «traîtres» nuisibles au mouvement de revendications de ces droits.

Karim O.